

La police fait de la politique

Nous l'avons constaté lors des manifestations des gilets jaunes : les banderoles qui déplaisaient étaient systématiquement arrachées par les policiers (voir photos jointes) et les slogans pouvaient aussi provoquer des charges violentes, principalement de la BAC et des CSI.

Il ne s'agit plus ici de maintien de l'ordre mais d'une atteinte caractérisée du droit d'expression. La police sous l'ère de Macron s'occupe « un peu » du maintien de l'ordre et beaucoup de l'opinion politique des citoyens.

Le fiasco de la gestion de la crise du covid-19 est tel qu'aucune critique n'est tolérable pour Macron. Il y a, d'un côté, le Conseil d'Etat qui veille au grain et, de l'autre, la police qui organise le cheminement de la pensée pour qu'elle reste dans les clous.

La banderole de la Roseraie est hors des clous car elle critique le président de la Vème république. La police intervient pour faire retirer la banderole et punit la contrevenante de 4h de garde à vue. Dominique Alzéari, le Procureur de la République de Toulouse précise (source : Médiacités) : *« une personne a été entendue et les investigations vont se poursuivre (auditions et éléments de police technique notamment) dans le cadre de l'enquête ouverte du chef d'outrage à personne dépositaire de l'autorité publique confiée à la Direction départementale de la sécurité publique. Pas de poursuites engagées contre quiconque à ce stade puisque l'enquête est en cours »*. Mais le délit d'offense au chef d'État existe-t-il toujours ?

L'objectif est, en cette période de confinement, d'empêcher que mille banderoles éclosent sur les balcons ou sur les façades. Il nous faut éviter de répéter les erreurs du mouvement social qui s'est tu quand cette même police empêchait, le 13 avril 2019 à grands coups de canons à eau et de grenades lacrymogènes, syndicats, associations et partis de manifester alors que cette manifestation avait été déclarée. Rien n'a été fait non plus quand des observateurs de l'OPP étaient blessés par la police ou bien quand des syndicalistes de laFSU étaient pourchassés, interpellés, gardés à vue.

Demain dimanche 26 avril, c'est le jour de la banderole, de l'affiche...

MACRONAVIRUS, A QUAND LA FIN ?



Le 16 février 2019, les CSI arrachent et confisquent une banderole d'Act up